

VIE NOUVELLE 27

EDITO

La communication

Ce journal s'inscrit dans une volonté de mettre du lien entre les retraité-e-s syndiqué-e-s **CGT** du département. Il se *réactive* pour être une contribution au moment où l'USR 27 a connu des disparitions. **Succéder** suscite l'engagement militant. Il va falloir être à la hauteur du challenge. Les retraité-e-s lecteurs et lectrices en seront juge. Le collectif des membres de la commission exécutive de l'USR CGT 27 en seront les concepteurs, ouverts aux idées.

Le journal pour relater les faits de la vie syndicale donnant des informations, des opinions...

Si vous le voulez nous pourrons le faire vivre alors que nous évoluons dans une société en crise. Elle est économique, sociale, environnementale et sanitaire.

Pour mémoire, un(e) retraité(e) vit (ou devrait pouvoir en vivre) du fruit de son travail réalisé lorsqu'il était en activité. Il, elle, a été exploité par le patronat. Des vécus sont différents. Des retraité-e-s ont vécu les trente glorieuses mais ont subi la brutalité et le rythme infernal des restructurations qui ont si souvent divisé le salariat. Nous évoluons toujours dans un système économique libéral et capitaliste dans lequel la course au profit est la priorité. Course qui s'accroît. Mêmes causes, mêmes effets.

Nous, ces prétendus *nantis*, avons perdu énormément en pouvoir d'achat sans parler de la disparition des services publics de proximité et des services de santé qui se dégradent de jour en jour. Ces *privilegiés*, faut-il le rappeler, participent au développement associatif, culturel, économique, à la vie sociétale et politique.

Nos besoins sont multiples et ils ne se sont pas arrêtés à la cessation d'activité. Pouvoir d'achat, transports, santé, services publics, culture, loisirs, vacances... sont toujours des éléments de la vie.

Le numérique est devenu un facteur supplémentaire de la vie mais faudrait-il qu'il soit un outil accessible (moyens et familiarisation) et qu'il ne soit pas l'outil qui supprime des services administratifs, marginalisant une grande partie de retraité-e-s.

Comme on peut le constater, les retraité-e-s ne sont pas malgré leurs spécificités en dehors de la société, de la vie sociale et économique. Actifs et retraité-e-s ont bon nombre de revendications communes. Soyons unis et complémentaires.

La politique de **communication** pour *Informé, Expliquer, Débattre, Agir* est d'importance majeure, cruciale face à la pensée unique portée par le capitalisme, aux attaques répétées contre les conquises et acquis d'hier (Sécurité sociale en particulier) et plus récentes (retraite à 60 ans). Pour cela le journal *Vie Nouvelle 27* se veut un outil pour faire mieux vivre notre USR et être un apport à notre **CGT**.

Attachons-y toute l'importance qu'il requiert *si vous le voulez bien*...

**Dominique
Jussiaume**

Secrétaire Général USR CGT 27

Sommaire :

- Page 1 : Edito
- Page 2 & 3 : Mobilisation du 15 juin 2023
- Page 4 : Continuité Syndicale.
- Page 5 & 6 : Les 80 ans du Conseil National de la Résistance.
- Page 7 : Hommage à nos Camarades Disparues.

Agenda :

- 9 juin : CE de l'USR CGT Eure.
- 9 juin : Réunion du Comité Régionale CGT Normandie.
- 13 juin : CE de l'UD CGT Eure.
- 17 juin : Festival des résistances – Stand CGT.
- 22 juin : CE UL Louviers.
- 21 -23 juin : Congrès de l'UD 76.
- 29 juin : Anniversaire du SG de l'UD CGT Eure.
- 21 septembre : Comité Général de Mi-Mandat de l'UD CGT Eure.
- 30 septembre : Foire St Michel à Louviers – Stand CGT.





Pour l'augmentation des pensions, le 15 juin 2023

Rassemblements dans toute la France

Les prix flambent...

L'inflation de 2,9 % des 4 premiers mois de l'année de 2022, année électorale, et la mobilisation des retraité·es le 24 mars, ont incité le gouvernement à accorder **une augmentation de 4 % au 1^{er} juillet**, ce qui a compensé en partie l'inflation de 4,5 % entre le 1^{er} janvier (date de la dernière revalorisation des pensions) et le 1^{er} juillet.

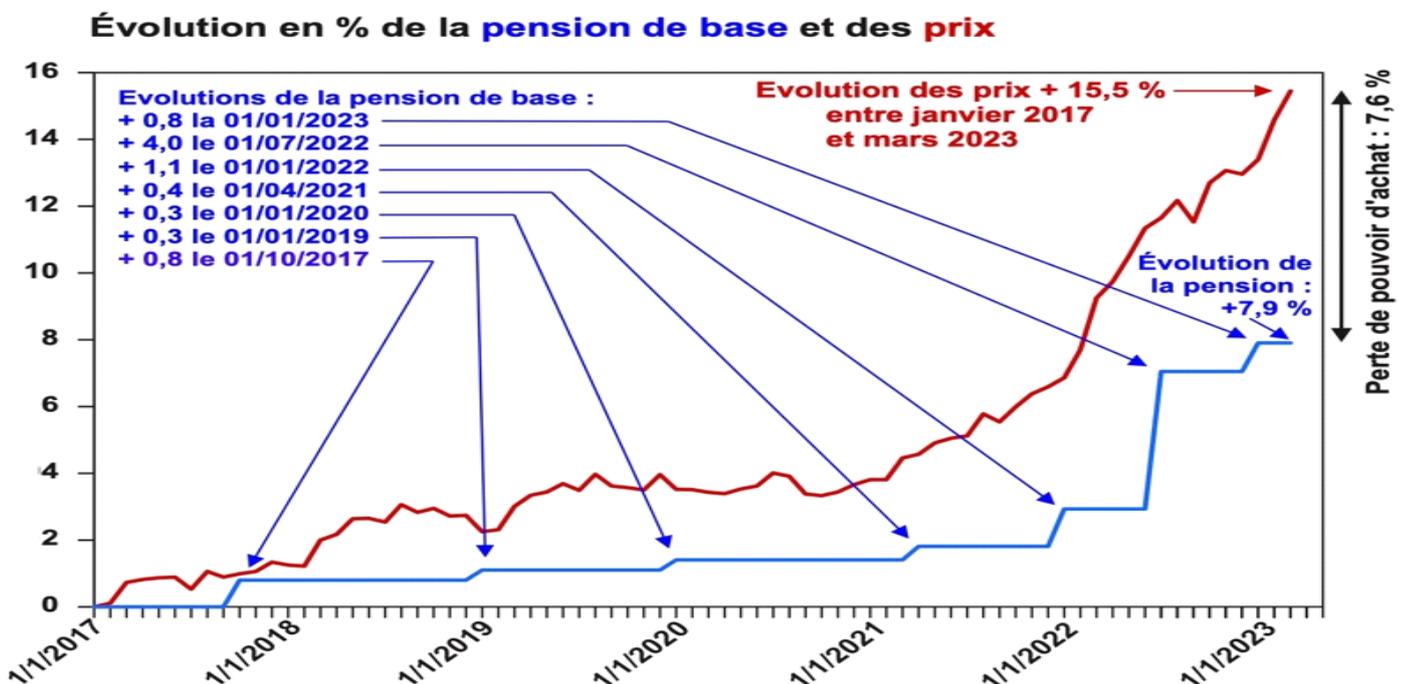
L'inflation de 2,8 % des 4 premiers mois de l'année de 2023 ne tracasse pas le gouvernement, il n'y a pas d'élection en vue...

Pourtant, depuis un an, les prix des produits de première nécessité et des dépenses incompressibles augmentent bien plus que les 6 % de l'inflation officielle : gaz 80 %, électricité 28 %, pâtes 37 %, légumes frais 33 %, beurre 30 %, fromages 25 %, viandes, poissons et œufs 16,4 %, ...

Les retraité·es sont de plus en plus pauvres :

- 13 % ont recours à des associations caritatives, à des magasins de déstockage pour se nourrir,
- 22 % renoncent à des soins et 49 % à des dépenses telles que la culture, les sports et les loisirs,
- 33 % accèdent difficilement aux transports urbains et l'écart se creuse dans les zones rurales,

... mais les pensions ne suivent pas les prix



- **Qui** a promis, pour se faire élire en 2017 « Avec moi, le pouvoir d'achat des retraité·es sera préservé » ?
- **Qui**, une fois élu, a aussitôt baissé de 1,7 % les pensions de 30 % des retraité·es en augmentant la CSG ?
- **Qui**, en 6 ans, a fait baisser le pouvoir d'achat des retraité·es de 7,6 % et a fait perdre plus de 2 mois de pension (et même 9,4 % et 3,3 mois pour les 30 % qui ont subi la hausse de la CSG) ?

C'est la même personne, le président Emmanuel Macron !

Augmentation de toutes les pensions : c'est tout de suite !

Les prix flambent : c'est maintenant que les pensions de base et complémentaires doivent augmenter

Les retraité·es ne peuvent pas attendre le 1^{er} janvier 2024 pour une augmentation de leur pension.

L'argent, il y en a, la preuve : les entreprises du CAC 40 ont déjà enregistré 73 milliards d'euros de profits au 1^{er} semestre 2022 (+24 %).

Mobilisation le 15 juin !

Dans l'Eure, une conférence de presse sera organisée en intersyndicale à 14h30 dans les locaux de la Bourse du Travail – 17^{ter} rue de la Côte Blanche à Evreux.

Ce sera l'occasion de porter collectivement les revendications suivantes :

Dans l'immédiat :

Nous revendiquons une revalorisation immédiate de toutes les pensions, y compris les complémentaires AGIRC-ARRCO, **MSA, fonctionnaires, IRCANTEC** ..., pour compenser l'inflation depuis le 1^{er} janvier.

Au-delà :

- Des mesures de rattrapage des pertes du pouvoir d'achat constatées depuis au moins 2017,
- Une pension au minimum au SMIC,
- L'indexation des pensions selon le salaire moyen, ce qui assure la solidarité entre les retraités et les salariés

Nos 9 organisations de retraitées et retraités CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires défendent notre système de retraite, agissent pour défendre le montant des pensions actuelles et nouvelles.

Nos 9 organisations appellent à toutes les mobilisations interprofessionnelles de l'intersyndicale contre la retraite à 64 ans et la durée de cotisations à 43 ans.

A Gisors, les organisations syndicales de retraités organisent un rassemblement à partir de 10h00 devant la Mairie.

L'USR CGT de l'Eure appelle les sections syndicales CGT du département à multiplier le 15 juin les initiatives auprès de la population retraité de l'Eure.

Retraité et syndiqué... c'est utile !

Il n'y a pas d'âge pour être syndiqué.

Le moment attendu, parfois redouté, arrive. Vous allez prendre votre retraite. Vous voulez la vivre dans des conditions matérielles et morales correctes. Rien n'est plus normal après tant d'années de travail. La retraite est un droit solidaire acquis par l'action conjuguée de plusieurs générations de salariés. La société doit se doter des moyens existants pour satisfaire vos attentes, afin de profiter le plus longtemps possible de votre vie nouvelle en bonne santé. Donner de l'avenir à sa vie de retraité est une perspective motivante pour soi et ses proches.



En lien avec toute la CGT, le syndicalisme spécifique retraité CGT agit pour une meilleure protection sociale, un bon niveau des retraites. L'accès aux transports, aux logements, aux services publics de proximité, à la culture, au sport, à l'accompagnement du vieillissement, sont au cœur des actions menées sans relâche par la CGT.

La retraite est un droit toujours à l'ordre du jour afin de défendre son principe de répartition-solidaire avec les conditions pour l'obtenir, les garanties pour la vivre et les moyens pour la financer à partir des cotisations sociales des salariés et des entreprises.

Pour la CGT, ce qui est en question, c'est une autre répartition des richesses favorable au progrès social afin que toutes les générations vivent ensemble et dignement. Les moyens existent pour cela au regard des résultats financiers des entreprises et des plus grandes fortunes qui explosent !

Dans ces conditions, qui d'autre que le syndicat peut donner aux retraités les moyens de se rassembler, d'informer et de se mobiliser en organisant des délégations dans les mairies, les préfetures, vers les ministères, des manifestations locales ou nationales ou encore des rassemblements vers les chambres patronales et le Medef qui, que l'on soit actif ou retraité s'occupe toujours des retraites complémentaires et du régime général ?

Cela montre qu'il n'y a pas d'âge pour se syndiquer ou le rester, sinon comment faire bouger les lignes sans une CGT plus forte et des mobilisations rassembleuses ?

C'est bien à partir des aspirations de chaque retraité et des exigences revendicatives qui rassemblent que la vie à la retraite se défend.

Dans ces conditions, rester syndiqué en passant à la retraite c'est vraiment utile !

En activité je me suis syndiqué, à la retraite je le reste !

80 ans du Conseil National de la Résistance Résistance ; hier, aujourd'hui, demain !

Après avoir célébré la commémoration de la victoire des alliés sur l'Allemagne nazie, le 8 mai dernier, Macron s'est rendu à Lyon afin de rendre hommage à un grand résistant ; Jean Moulin arrêté par la milice de Pétain, torturé et assassiné par le SS Klaus Barbie en juin 1943.

Pourtant, pour Macron qui par décret a créé le CN de la Refondation, le but de cette décision est de créer une véritable offensive contre la mémoire collective du mouvement ouvrier. L'acronyme de ce projet réactionnaire, reprenant celui du Conseil National de la Résistance, CNR, a pour ambition de l'effacer des mémoires et d'ajouter de la confusion en remplaçant l'ancien par un nouveau actuel. L'attaque est délibérée, elle démontre l'arrogance de son initiateur vis-à-vis du passé, son mépris pour ceux-là qui l'animèrent, le firent exister, dont nombreux furent assassinés, et son manque de considération pour les citoyens. Pourtant, donc, que de meilleure date que le 27 mai, date de création du CNR (27 mai 1943) sous la présidence de Jean Moulin, pour rendre un hommage de la nation à Jean Moulin et à tous les mouvements de résistance et aux femmes et hommes de la Résistance qui ont combattu les nazis, libéré la France et redonné l'indépendance et la démocratie à notre pays. Eh bien, nous le feront sans Macron !

1943 : l'espoir se dessine !

Les alliés ont débarqué en Afrique du Nord en novembre 1942. Après 8 mois de combats terribles, en pertes humaines et matériels, l'armée nazie subit sa première défaite par l'armée rouge soviétique, le 3 février. L'armée nazie encerclée, le maréchal Paulus signe la capitulation des nazis. La plus grande bataille de chars de l'histoire à Koursk, en juillet-août 1943, se termine par la déroute des nazis, deux victoires qui vont donner l'espoir pour une victoire prochaine sur le nazisme hitlérien.

Il aura fallu 17 mois à Jean Moulin et son équipe, pour unifier 8 grands mouvements de résistance, 6 partis politiques et deux syndicats, dont la CGT réunifiée, qui combattaient contre l'occupant nazi et pour la Libération de la France.

Le 27 mai 1943, dans Paris occupé par les nazis, 18 hommes et une femme, tous dans la clandestinité car tous recherchés par les nazis et la milice française créée par Vichy, se réunissaient, sous la présidence de Jean Moulin, participant à la réunion constitutive du CNR et en deviennent membres.

Le CNR fut le point de rassemblement de tous les Français patriotes, qui se retrouvaient dans les valeurs permanentes de la République, la liberté, la justice sociale, la solidarité, le rejet de l'intolérance, et dans le même attachement à la souveraineté du pays.

Moins d'une année après la création du CNR, en assemblée plénière le 15 mars 1944, celui-ci adopte le programme du CNR qui comprend :

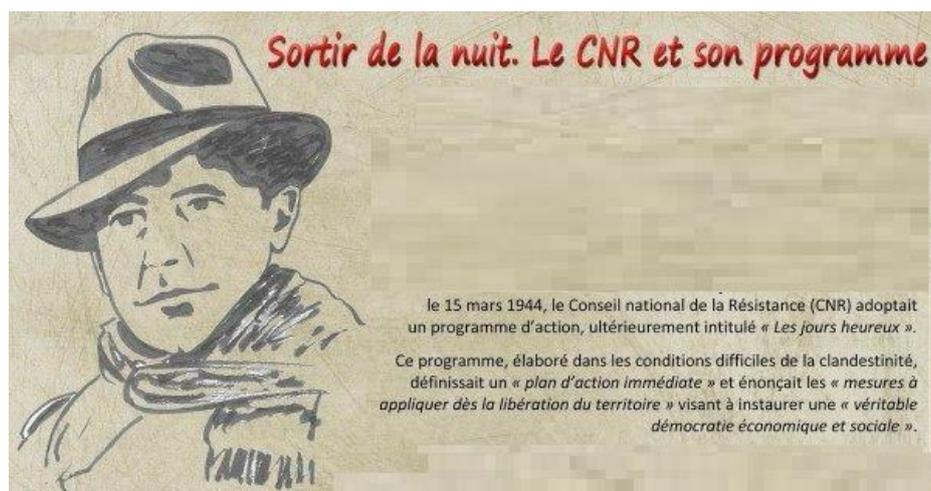
- un plan d'action immédiate pour la Libération de la France et à la victoire sur l'Allemagne nazie ;
- des mesures à appliquer dès la Libération du territoire ; sans les citer toutes : établissement de la démocratie ; la pleine liberté de pensée, de conscience, d'expression ; la liberté de la presse son honneur et indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ; la liberté d'association, de réunion et de manifestation ...
- promouvoir les réformes indispensables :
- sur le plan économique : l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ; une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ; le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sols, des compagnies d'assurances et des grandes banques ...
- sur le plan social : un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat ; une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ; le droit au travail et le

droit au repos ; un réajustement important des salaires et de la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ; la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ...

Application du programme du CNR, en une courte période, pour l'essentiel entre octobre 1945 et mai 1946, va permettre le développement de la démocratie économique et sociale, en cette courte période se succèdent un ensemble de mesures qui vont marquer profondément la société française. De la création de la Sécurité sociale, par le ministre du travail communiste Ambroise Croizat, en passant par la création du Statut de la Fonction publique par le ministre d'Etat communiste Maurice Thorez, les mesures de nationalisations des banques et assurances, de Renault à la création d'EDF et GDF par le ministre de la production industrielle communiste Marcel Paul, la création des Comités d'Entreprise, des Comités d'Hygiène et Sécurité, des Délégués du Personnel, les conventions collectives ...

Il faut noter toute la modernité du programme du CNR tant du point de vue politique, qu'économique et social, qui a permis un développement sans précédents de l'économie française, de progrès social, de garanties collectives et de nombreux conquits sociaux. Et combien utile encore aujourd'hui, malgré les attaques des réactionnaires de tous bords, tous ceux qui n'ont jamais digéré le programme du CNR, ceux qui ont crié : « plutôt Hitler que le Front populaire » en 1936, les mêmes qui ont collaboré avec les occupants nazis de 1940 à 1945. Mais aussi du patron des patrons, et ceux qui appliquent son programme, qui vient de déclarer récemment à France info sur la possible arrivée du RN au pouvoir, : « une opportunité nécessaire... ».

A l'occasion du 70^{ème} anniversaire du CNR, dans une interview **Robert Chambeiron** (résistant et secrétaire général adjoint du CNR) déclarait : *» Aujourd'hui, les valeurs de la Résistance sont menacées. On voit resurgir de plus en plus de campagnes de dénigrement, l'apologie de Vichy, le racisme est quotidien. Cela signifie que les valeurs humanistes ne sont pas acquises pour toujours. Nous devons nous unir, lutter avec fermeté et sans concession contre les résurgences du nazisme et du racisme. Autrement dit, au volontariat qui fut le nôtre, il y a soixante-dix ans, doit succéder un nouveau volontariat au service des valeurs de la Résistance. Une société est en péril lorsque le tissu social se déchire, quand la fracture s'élargit entre « le peu » qui a trop et le « reste » qui a peu, quand la désespérance frappe une large fraction de la population. Sans justice, sans égalité, sans solidarité, la démocratie devient un mot vide de sens. La remise en cause de ce qu'on appelle les acquis de la Résistance, notamment sur le plan social, constitue un recul historique qui tend à priver de son sens véritable le combat du peuple français pour sa libération. ».*



HOMMAGE À NOS CAMARADES DISPARUS

Adieu à Jean DELAUNE

Jean était d'une grande discrétion accompagnée d'une gentillesse qui le caractérisait.

Humaniste et combattant les inégalités de la société, Jean Delaune militait dans la CGT depuis des dizaines d'années pour défendre les valeurs de justice sociale au travers des revendications qu'il portait avec son syndicat à Arkema.

Au fil du temps il s'est investi dans le travail syndical, honorant de nombreux mandats de représentant du personnel, délégué du personnel, élu au CHSCT du centre de Recherche de Arkema Serquigny.

Il a été membre de la commission exécutive et du bureau de son syndicat.

Il était membre de la commission exécutive de l'USR CGT de l'Eure. D'actif à retraité il avait intégré tout le sens de la continuité syndicale.

Gardons cette image forte de l'homme tranquille mais déterminé dans ses valeurs pour un monde plus équitable et plus humain.



Dominique Jussiaume Secrétaire Général de l'USR CGT 27

Patrick Halès s'en est allé...

Fidèle à ses convictions et en amitié, très responsable, on pouvait compter sur Patrick.

Il travaillait aussi beaucoup en autonomie en faisant des recherches, ne lâchant rien pour aller au bout de celles-ci. Patrick était animé d'un esprit de réflexion hors du commun qui lui permettait d'argumenter avec précision et logique. Il savait le faire de façon implacable face à des interlocuteurs. Une mémoire exceptionnelle qu'il cultivait par ses recherches, des écrits, des calculs... Une envie d'apprendre et ses capacités à aborder les situations lui permettaient de conforter et d'élargir un grand savoir.

Il était perfectionniste dans son travail pour mieux maîtriser son sujet comme par exemple sur les retraites affichant une grande analyse des travaux du COR et dont il savait faire un retour démonstratif. Patrick adhérent cgt des années 70, très jeune, il s'engageait dans le syndicat enseignant. Il allait poursuivre plus tard au lycée professionnel des Andelys et dans son syndicat le SDEN.

Au fil du ruban de sa vie, Patrick s'investissait dans les structures interprofessionnelles de la CGT et notamment à L'Union Départementale de l'Eure dont il intégra la commission exécutive en 2008 durant 2 mandats avec la responsabilité de membre du bureau de l'UD, en charge de la vie syndicale.

Patrick était le secrétaire général de l'Union Syndicale des Retraités (USR) de l'Eure... Patrick s'est tenu au courant des derniers événements, de cette mobilisation sociale contre la réforme des retraites jusqu'à ses derniers moments... Il a été de la création de Loisirs Solidarités des Retraités de l'Eure (LSR 27) en 2017.

Sa disparition est une grande perte et une grande tristesse. Que sa mémoire reste pour nous exemplaire.



Dominique Jussiaume Secrétaire Général de l'USR CGT 27



FESTIVAL DES RÉSISTANCES

SAM. 17 JUIN : 14H-21H À ALIZAY

Parc de la mairie

EN CONCERT :
ARNOLD RAPIDO & BATTAN L'OTTO

ET AUSSI :
DES DÉBATS, DES ASSOCIATIONS MILITANTES, DES ORGANISATIONS POLITIQUES ET SYNDICALES, DES ANIMATIONS POUR LES ENFANTS, RESTAURATION SUR PLACE.



Changement climatique

Des conséquences sur le travail et sur l'emploi en Normandie

conférence/débat

Avec la participation de **Stéphane COSTA**
Professeur à l'Université de Caen et co-président du GIEC normand

Le 19 juin 2023

de 14h00 à 17h00



Organisée par le Comité Régional CGT de Normandie

Lieu : centre des congrès de Caen



INVITATION

A l'initiative du comité régional CGT Normandie, **une conférence/débat**

sur les conséquences du changement climatique sur le travail et l'emploi en Normandie est organisée

le 19 juin 2023

de 14 h à 17 h 00
au centre des congrès de Caen.

Stéphane Costa, professeur à l'université de Caen et co-président du GIEC normand, nous présentera la synthèse des travaux réalisés par le groupe de chercheurs des universités normandes.

Il est important que les militantes et les militants de la CGT soient informés des conséquences du changement climatique dans leurs lieux de travail et de vie et puissent ainsi travailler à des propositions et revendications intégrant cette dimension.

C'est pourquoi **nous invitons les camarades de la CGT des 5 départements normands** à participer à cette conférence/débat

Merci de vous inscrire rapidement auprès de votre Union Départementale

- UD 50 : 02.33.20.41.89 ou ud50@cgt.fr
- UD 61 : 02.33.26.00.21 ou udcgt61@wanadoo.fr
- UD 76 : 02.35.58.88.60 ou ud76@cgt.fr
- UD 27 : 02.32.26.01.90 ou cgteure@orange.fr
- UD 14 : 02 31 83.68.25 ou ud14@cgt.fr